

Conclusions et Recommandations

25^{ème} Symposium ONU/INTOSAI

Travailler pendant et après la pandémie : tirer parti de l'expérience des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) pour renforcer les institutions efficaces et parvenir à des sociétés durables

28 au 30 juin 2021



Nations Unies



INTOSAI

Conclusions and Recommendations

A.....À la lumière des implications substantielles de la pandémie de COVID-19 sur l'environnement institutionnel des ISC, sur leurs méthodes de travail internes et sur leur travail d'audit, et

B.....Compte tenu de la nécessité de disposer d'institutions stables, résilientes et responsables – comme le souligne l'Objectif de développement durable no. 16 – au lendemain de la pandémie de COVID-19,

les participants au Symposium ont discuté de manière intensive de la façon dont les expériences des ISC pendant la pandémie peuvent contribuer à renforcer les institutions efficaces et à réaliser des sociétés durables.

En détail, ils ont fourni des précisions sur

- les répercussions de la COVID-19 sur la capacité organisationnelle, les méthodes de travail et les processus de travail des ISC ;
- les expériences et bonnes pratiques en matière d'audit des mesures liées à la COVID-19 et des plans de relance ;
- les approches innovantes pour renforcer la transparence et la responsabilité des mesures liées à la COVID-19 ; et
- les moyens de soutenir des mécanismes et institutions d'audit solides après la COVID-19.

À la suite de leurs intenses débats, les participants au Symposium

1. Soulignent la reconnaissance par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies du rôle important des ISC dans la promotion de l'efficacité, de la responsabilité, de l'efficacité et de la transparence de l'administration publique, dont l'importance a été davantage mise en évidence à la suite de la pandémie ; (A/RES/66/209 et A/RES/69/228) ; cela inclut les déclarations faites dans la déclaration politique intitulée « Notre engagement commun à nous attaquer efficacement aux problèmes posés par la corruption et à prendre des mesures pour la prévenir et la combattre et renforcer la coopération internationale » (A/S-32/2/Add.1) ;

2. Reconnaissent que l'INTOSAI et ses ISC membres ont réagi rapidement à la pandémie en adaptant leurs méthodes de travail et leurs programmes d'audit ; en notant que les ISC sont parties de points différents en termes de capacité et d'aptitude ;
3. Mettent en relief que des ISC compétentes, bien dotées en ressources et indépendantes au niveau national contribueront à renforcer considérablement la transparence et la responsabilité, et fourniront ainsi des bases essentielles pour une réponse rapide et adéquate aux crises futures ;
4. Encouragent les ISC à continuer à adapter et à réévaluer leurs approches et leurs priorités d'audit, et à suivre de près l'évolution des facteurs externes ;
5. Soulignent la contribution essentielle que les ISC peuvent apporter à la réalisation de l'Objectif de développement durable no. 16 en évaluant si les réponses, les mesures de redressement et les plans nationaux ont été efficaces, durables et solides ;
6. Soulignent que les ISC ne peuvent s'acquitter convenablement de ces importantes responsabilités que si elles peuvent exercer leur mandat de manière indépendante et avec des ressources adéquates ; avec des ressources adéquates et un bon accès aux informations et données nécessaires ;
7. Encouragent les ISC à s'appuyer sur leurs expériences en tirant parti des nouvelles technologies et d'adoption de nouvelles méthodes de travail plus agiles, et à continuer à intégrer les nouveaux outils et technologies dans leurs travaux futurs ; tirer parti de la technologie de cette manière peut permettre une vision plus précoce et, le cas échéant, une meilleure prévision sur la base du travail des ISC ;
8. Encouragent les ISC à trouver un équilibre entre les audits à distance et les audits sur place, en tenant compte de l'importance de la vérifiabilité des informations et des données ;
9. Soulignent que pour être prêts à faire face aux crises futures de manière efficiente, efficace et équitable, les mécanismes de transparence et de responsabilité doivent être établis dès le début ;
10. Encouragent les ISC, le cas échéant, à explorer les mécanismes permettant d'accroître la communication avec les citoyens et leur participation, ce qui peut conduire à une meilleure efficacité de leur travail d'audit ;
11. Soulignent l'importance pour les ISC d'évaluer l'utilisation correcte des fonds publics dans le cadre des mesures d'intervention et de récupération du COVID-19, exerçant ainsi un effet préventif contre la mauvaise gestion et la corruption, ce qui, en conséquence, renforce la confiance des citoyens dans les institutions gouvernementales ;

12. Soulignent qu'une communication claire et cohérente aux parties prenantes et au grand public doit être assurée par les gouvernements dans les situations d'urgence nationale ;
13. Soulignent, en outre, la nécessité pour les gouvernements nationaux de mettre en place des plans d'urgence et d'assurer l'interopérabilité des données afin de faire face aux situations d'urgence et de permettre aux autorités nationales d'interagir de manière efficace et effective ;
14. Recommandent aux ISC de continuer à donner la priorité, dans leurs travaux d'audit, aux domaines qui ont été particulièrement touchés par la pandémie, tels que la santé ou les soins sociaux ;
15. Soutiennent la création d'un groupe de travail de l'INTOSAI sur les services de soins de santé et d'aide sociale, comme le préconisent également les recommandations du Comité de surveillance de l'INTOSAI sur les questions émergentes (SCEI) ;
16. Recommandent que l'INTOSAI, ses Organisations régionales et les ISC membres explorent d'autres possibilités de partage des connaissances et des meilleures pratiques en matière de réponses et d'impacts de la pandémie et envisagent l'utilisation optimale des plateformes à cette fin ;
17. Soulignent l'importance de poursuivre la coopération fructueuse entre les ISC et les Nations Unies ainsi qu'avec d'autres partenaires externes, entre autres par l'échange d'expériences et des enseignements tirés, en vue de développer des solutions et des stratégies communes pour la réponse aux crises futures, les mesures et les plans de récupération ;
18. Encouragent l'INTOSAI et ses ISC membres à poursuivre le partage de leurs expériences en vue d'assurer la surveillance et la responsabilité des réponses à la pandémie, des mesures et des plans de redressement, de mettre en œuvre les recommandations de la SCEI de l'INTOSAI, et de s'appuyer sur le rapport sur les enseignements tirés de la Commission des affaires politiques, financières et administratives de l'INTOSAI ainsi que sur les résultats des autres initiatives des ISC pendant la pandémie ;
19. Soulignent l'importance du renforcement des capacités des ISC, par exemple en développant des programmes éducatifs en ligne ouverts à toutes les ISC et en impliquant des partenaires extérieurs ;
20. Considèrent qu'il est plus que jamais nécessaire et pertinent de contribuer à « ne laisser personne pour compte » à la suite de la pandémie, qui a exacerbé les inégalités sociales dans de nombreux domaines vitaux et a eu des effets disproportionnés sur les plus vulnérables ;

21. Recommandent à l'INTOSAI et à ses ISC membres de poursuivre leur contribution au suivi et à l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030, d'examiner l'impact de la pandémie sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et de soutenir les efforts visant à mieux reconstruire.